

Philippe Madelin
Rue89

22 octobre 2008

Quand le MEDEF tente de prévoir la crise... passée

Quelques centaines de patrons, d'experts et d'observateurs pour le moins inquiets à l'écoute de leurs oracles, ministre, chefs de grandes entreprises et autres caciques. A l'écoute pour savoir comment éviter la crise que nul n'a su prévoir. Le spectacle, car c'est un spectacle, est pour le moins passionnant, et non moins extravagant : ils attendent qu'on leur dise comment prévoir et éviter la crise qu'ils viennent de vivre. Que nul n'a prévu malgré tous les signes, que nul n'a su éviter. C'était le 21 octobre, dans le grand auditorium du MEDEF, le syndicat du patronat, lors d'un débat consacré à la... Sécurité économique.

Il est non moins fascinant d'écouter les grands, dont un ministre, Michèle Alliot-Marie, Ministre de l'Intérieur, décrire les menaces qui pèsent surtout, des menaces déjà analysées depuis plusieurs années : terrorisme, cybercriminalité, mafias, enlèvements. Le monde économique n'est pas plus rose que le reste. Or la description a failli passer à côté de l'essentiel. Et si la véritable menace, autrement plus grave que le terrorisme et le développement de l'Islamisme radical, n'était pas l'irruption sur les marchés capitalistiques majeurs des Fonds Souverains qu'on a vu prendre des participations à tout va notamment dans les grandes institutions financières américaines ?

Ces fonds représentent les surplus des balances de paiements encaissés par les Etats, notamment pétroliers. Pérodollars entassés, et peu de dépenses pour des populations dispersées.

Un dialogue entre le Sénateur Jean Arthuis et Alain Juillet, le Haut responsable à l'Intelligence Economique a permis de définir l'intérêt et l'impact de ces fonds souverains. Entre la Norvège, la Chine, les Etats du Golfe, Singapour, ils représenteraient aujourd'hui une force d'acquisition d'au minimum 3 500 milliards de dollars, à laquelle il y a lieu d'ajouter les 1 500 milliards de dollars des fonds criminels à la recherche d'emploi. Autant dire que ces capitaux gigantesques permettraient d'acheter sans mal la planète, de tout prendre sous contrôle. Exemple de question à ce propos : pourquoi ne pas avoir perçu que la politique de change chinois, qui maintient artificiellement sa monnaie à un bas niveau, aurait pour conséquence une véritable inondation de liquidités sur les marchés financiers ?

Sont-ils nocifs ? Représentent-ils un vrai risque ? Les responsables de ces énormes masses de capitaux ne seront-ils pas tentés de les utiliser pour détourner la technologie et l'industrie des pays développés vers les pays émergents ? Sous réserve de certaines précautions, ont admis Jean Arthuis et Alain Juillet, en raison de leurs pratiques prudentes, de leur volonté

d'investir à long terme dans un esprit de développement industriel dans une perspective d'au moins dix ans, ils pourraient représenter au contraire un facteur positif. En tout cas plus positif que les fonds spéculatifs recherchant un profit dans un délai inférieur à trois ans. Avec à la clé une casse industrielle terrible.

« Les fonds souverains, martèle Jean Arthuis, sont le reflet de nos propres difficultés, évoquer cette question c'est appeler à réfléchir à nos propres insuffisances. »

Et Alain Juillet d'observer :

« Les sources et les objectifs sont très variables. En tout état de cause ils opèrent dans une perspective décennale, d'où une révolution dans la pratique du management, contrairement aux capitaux spéculatifs. Les Fonds souverains vont rééquilibrer les pratiques économiques. Les dirigeants de ces fonds, souvent anglo-saxons demandent aux entreprises dans lesquelles ils investissent de bien gérer. Leur comportement pendant la crise boursière a été dans les normes. Il faut apprendre à travailler avec eux, ce qui passe par un dialogue public-privé. Les Fonds souverains, soutient Alain Juillet, seront un paramètre essentiel dans l'économie future. »

Certains esprits à courte vue ont beaucoup agité le risque représenté par les Fonds souverains. Il y a risque, c'est évident, si les entreprises ne prennent pas toutes les précautions nécessaires énumérées par le Commissaire divisionnaire Eric Bellemin-Comté, de la DCRI. Donc voici les entreprises bien engluées dans les boues du contre-espionnage économique.

Quant à la Ministre, comme si elle n'avait pas d'autre préoccupation, elle s'est lancée dans une offensive virulente contre ce qu'elle qualifie d'officines, les « SRP » Sociétés de renseignement privées. Le plus souvent missionnées par leur clients pour détecter les tentatives d'accaparement de leur capital. Entre autres par les ...Fonds souverains ou par les entreprises criminelles qui tentent de recycler et blanchir l'argent sale.